

MED-Amin

Réseau méditerranéen d'information sur les marchés agricoles
Mediterranean Agricultural Market Information Network

Global Food Crisis

Policies and mechanisms to stop crisis / Page 2

Input Market

Soaring unaffordability in the Med / Page 3

Edito

Déjà tendus par des difficultés logistiques et la reprise de la consommation globale, les marchés agricoles internationaux ont atteint les niveaux de la crise de 2011. Plusieurs records historiques sont dépassés pour les prix de l'énergie, des intrants, des commodités. Les **incertitudes quant à la capacité du "grenier" qu'est la Mer Noire de fournir le marché global** en céréales (mais aussi en huiles végétales, fertilisants) ont largement alimenté cette tendance haussière, qui semble toutefois se calmer ces dernières semaines.

S'il était encore besoin de justifier l'intérêt du réseau MED-Amin, le conflit qui s'est déclenché en Mer Noire le 24 février 2022, et ses conséquences sur l'approvisionnement en céréales dans plusieurs des pays méditerranéens, témoignent du caractère essentiel de ce réseau d'information. MED-Amin a été au rendez-vous en produisant trois Bulletins avant récolte en avril, mai et juin. Grâce à la **collaboration avec le Centre Commun de Recherche de la Commission Européenne et les points focaux nationaux**, ces Bulletins offrent un suivi de l'évolution des conditions de culture d'hiver tout au long de la campagne 2021-2022 et permettent de connaître en un coup d'œil les perspectives de récolte tant à l'échelle de la Méditerranée que de chacun des pays qui composent le réseau MED-Amin (évaluation nationale et détail infranational). MED-Amin est aussi **efficace pour informer voire alerter précocement sur les capacités d'approvisionnement des pays méditerranéens et de leurs fournisseurs**. Il fournit

un outil de prévision de la production céréalière utile aux opérateurs de la filière comme en témoignent les **nombreux téléchargements des documents MED-Amin élaborés**.

Dans l'ensemble, les [perspectives de production céréalière pour la région méditerranéenne sont assez mauvaises](#) pour l'orge et le blé dur, la culture de blé tendre étant dans des conditions plus favorables cette saison. Compte tenu de leur importance actuelle, les récents Bulletins MED-Amin contiennent aussi des **informations relatives au marché des intrants et notamment un indicateur méditerranéen sur le prix des intrants**, développé grâce à une **collaboration avec la FAO** (voir extrait en page 3). Ces informations complètent celles reçues des **principaux pays producteurs de céréales lors du webinaire organisé le 9 juin 2022 en partenariat avec le Conseil International des Céréales**.

Les solutions (et recommandations) pour **sortir les pays de situations à risque d'insécurité alimentaire** sont diverses et variées, parfois à contre-courant de celles largement médiatisées prônant la relance intensive de la production agricole. Nous relayons ici celles de Franck Galtier, économiste du CIRAD, qui pourraient donner des effets positifs autant à moyen

terme qu'en situation d'urgence (page 2).

Ces sujets et l'ambition de consolidation de la fonction d'alerte précoce de MED-Amin seront à l'ordre du jour de la **9^e réunion du réseau MED-Amin, qui aura lieu les 22-23 novembre** au CIHEAM Zaragoza, après deux années de réunions en distanciel.

Et à noter dans vos agendas: A l'occasion du **60^{ème} anniversaire du CIHEAM**, les instituts agronomiques méditerranéens organisent plusieurs événements commémoratifs :

- A Bari, du 28 au 30 sept, en marge de la 3^{ème} conférence mondiale sur la **diète méditerranéenne**, les actions du CIHEAM en faveur de la transition vers des **systèmes alimentaires durables** seront mises à l'honneur.
- A Montpellier, les 4 et 5 oct., il sera question des enjeux relatifs à **l'inclusion socio-économique des jeunes et des femmes**, comme facteur clé du développement agricole et rural.
- A Zaragoza (Alicante), le 14 octobre, ce sont les **enjeux de la pêche durable et du développement des zones côtières** qui seront discutés et promus.

ALBANIA

Tough season, more to come

(Revista Monitor, 02/07)

Winter crops benefitted from favourable weather conditions all along the campaign bringing good outlook on the upcoming harvest of cereals. However, yields are expected to be lower than 2021 due to doubled prices of nitrate, urea and fuel, and labour shortage. Tensions in Ukraine is adding up to the increase of food cost (e.g. price of bread was 70 Lek in Sept. 2021 and 120 Lek in May 2022) for consumers forcing them to adapt their consumption.

TUNISIE

Récolte satisfaisante

(Agence EcoFin, 29/06)

Alors que la Banque mondiale vient d'approuver le 28 juin un prêt de 130 M\$ pour le pays afin d'atténuer l'impact de la guerre en Ukraine sur ses approvisionnements, la récolte céréalière 2022 s'annonce bonne selon le Syndicat des agriculteurs et le Ministère de l'agriculture. Les dernières estimations tablent sur 1,4 Mt (blé dur, blé tendre et orge), niveau légèrement inférieur à celui de l'an dernier et à la moyenne 5 ans, et en baisse vs précédente prévision compte tenu des incendies et des dommages liés à la hausse des températures en mai et juin.

EGYPT

Racing for wheat supplies

(Egyptian Street, 29/06, The National, 29/06)

The government increased the procurement price of local wheat by 65 EGP per ardeb, and mandated that farmers sell it 60% of their yield. In its try to diversify supplies (as Russia and Ukraine are its top suppliers), GASC starts negotiating directly with providers out of international tenders. The Ministry of Supply seeks to raise the extraction percentage for subsidised flour to 87.5% and to find innovative ways to make bread (e.g. from sweet potatoes). The World Bank added \$500 M\$ to alleviate Egypt's additional 3bn import bill due to higher commodity prices.

Nous pouvons (et devons) stopper la crise sur les marchés internationaux

Extrait de [l'article de Franck Galtier](#), publié par FARM (Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde) le 13 juin 2022

Les prix flambent sur les marchés internationaux depuis plusieurs mois. Notamment ceux de produits alimentaires essentiels comme les céréales et les huiles végétales. Une forte augmentation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans de nombreuses régions du monde est à craindre. On redoute la survenue d'émeutes urbaines et de troubles politiques comme cela s'était produit dans de nombreux pays au cours des crises précédentes (en 2008 et 2011). Au-delà des causes multiples de la crise actuelle, l'auteur énonce trois dispositifs destinés à l'enrayer et surtout à mieux prévenir et gérer les futures crises :

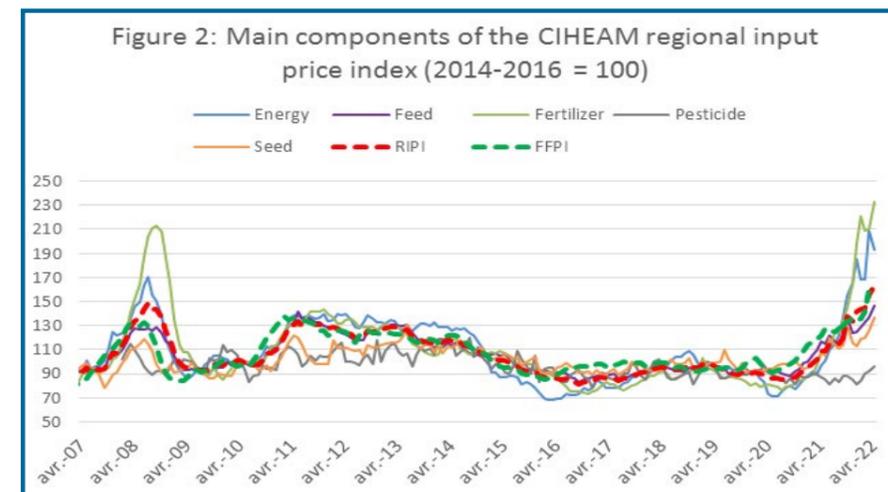
Réguler l'utilisation de produits alimentaires pour fabriquer du carburant. Il suffirait d'établir que lorsque le prix international du maïs dépasse un niveau prédéfini, il est interdit d'utiliser du maïs pour fabriquer du carburant. Ou encore de prévoir un mécanisme graduel avec différents seuils de prix déclenchant des plafonds de plus en plus bas concernant la quantité de maïs pouvant être utilisée pour fabriquer du carburant. En somme, il s'agirait de compléter le dispositif actuel (mandats d'incorporation) par un dispositif symétrique définissant des plafonds d'utilisation. Un tel mécanisme se justifierait pleinement : puisque le dispositif actuel offre une protection aux producteurs face aux baisses de prix (les « planchers » observés), il serait légitime de leur demander d'accepter un plafond quand les prix flambent. Un mécanisme similaire pourrait être mis en place pour les huiles végétales. Ceci reviendrait à considérer les quantités de céréales ou d'huiles habituellement utilisées pour fabriquer du carburant comme des « stocks virtuels » pouvant être mobilisés en situation de crise comme cela avait déjà été proposé après la crise de 2008.

Transformer le stock de riz « OMC » du Japon en stock virtuel. Au moment de son adhésion à l'OMC, sous la pression des Etats-Unis, le Japon s'est engagé à importer chaque année l'équivalent de 5 % de sa consommation de riz. Ce riz est importé et stocké par le gouvernement japonais, le Japon n'ayant pas le droit de le réexporter et sa population lui préférant le riz produit localement. En 2008, suite à la crise survenue sur le marché international du riz, deux experts ont suggéré que le gouvernement des Etats-Unis devrait exceptionnellement autoriser le Japon à exporter tout ou partie de son « stock OMC ». Cette autorisation a été accordée et, sans même que le Japon ait exporté un seul grain de riz, la crise s'est

terminée sur le marché du riz : le prix du riz est revenu à des niveaux acceptables. En effet, anticipant une baisse des prix, les pays qui avaient bloqué leurs exportations ont supprimé les prohibitions et ceux qui cherchaient désespérément à importer à n'importe quel prix ont décidé d'attendre. Une solution simple, efficace et gratuite serait d'automatiser ce processus en stipulant que le Japon sera immédiatement autorisé à exporter son « stock OMC » dès que le prix international du riz atteindra un niveau prédéfini.

Réformer les règles de l'OMC sur les stocks publics. Beaucoup de pays en développement (ou émergents) possèdent des stocks publics de sécurité alimentaire. L'Etat achète et stocke des céréales et les distribue ou les vend (parfois à un prix subventionné) lorsqu'une crise alimentaire se produit. La présence de tels stocks joue un rôle important pour la sécurité alimentaire des pays qui les utilisent mais elle contribue aussi à la stabilité des marchés internationaux. En effet, en cas de tensions sur ces marchés (hausse de prix, allongements des délais d'importation, pénuries), les pays importateurs ont tendance à paniquer et à importer massivement. Ce qui accentue la crise sur les marchés internationaux. Ainsi en 2008, on avait estimé que 50 % de la hausse du prix international du riz s'expliquait par ces importations paniques. Disposer de stocks publics permet aux pays importateurs de ne pas céder à la panique. Néanmoins les règles de l'OMC contraignent fortement la capacité des pays à constituer de tels stocks. Depuis 2012, sous l'impulsion d'un groupe de 33 pays émergents ou en développement des négociations sont en cours pour réformer les règles de l'OMC dans un sens qui donne plus de latitude aux pays pour constituer des stocks de sécurité alimentaire. Mais ces négociations n'ont toujours pas abouti, en grande partie du fait de l'opposition des Etats-Unis et de l'Union européenne. Entretemps, en 2019, la Chine (attaquée par les Etats-Unis) a été condamnée pour non-respect de ses engagements à l'OMC concernant sa politique de stockage de blé et de riz. Qu'arrivera-t-il si demain les grands pays comme la Chine ou l'Inde ont moins de stocks et se tournent davantage vers les marchés internationaux lorsqu'ils connaissent une mauvaise récolte? Réformer les règles de l'OMC sur les stocks est plus que jamais nécessaire.

Pour l'essentiel, les défis de ces trois mécanismes sont entre les mains des dirigeants des USA et de l'UE. Sauront-ils se montrer à la hauteur des enjeux?



Evolution of each category of the agricultural input price index.

Soaring input and fertilizer prices in CIHEAM Countries

Contribution of Josef Schmidhuber, Deputy Director, Trade and Markets Division, FAO

The recent upsurge in agricultural input prices has triggered considerable alarm about rising costs of food production, which in a free-market economy will be typically passed onto consumers through higher food prices. This contribution to the last [MED-Amin Bulletin](#) examines the extent and the speed of rising input prices, offering a regional variant of FAO's newly constructed Global Input Price Index (GIPI); this regional input price index (CIHEAM-RIPI) combines prices for five major input categories (energy, fertilizers, feeds, seeds and pesticides) for 13 CIHEAM Member Countries into a single, trade-weighted regional aggregate.

A number of fundamental features of agricultural input price developments emerge from recent trends. Firstly, the **swings in input prices faced by producers in the CIHEAM region, have so far, evolved in sync with those at the global level.** This holds for the ups and downs of the past 15 years as well as much of the steep rise in input prices seen over the past 15 months. However, the intermediate agricultural costs in the MED-Amin area (RIPI) are rising faster than the global average (GIPI) since Oct.-21. and particularly since Feb.-22, when the war started. Secondly, the **most notable input price increases have been registered for fertilizers**, with aggregate price levels approaching their all-time highs of 2008. At a more disaggregated level, prices for energy-intensive fertilizers such as urea or ammonium nitrate, have recently even exceeded their 2008 peaks, at least in nominal

terms. We can note that other input compounds are evolving differently in face of global price highs (energy), for instance pesticide prices remain relatively stable in the monitoring period. Thirdly, input prices have risen even faster than output prices, crushing affordability (e.g. **50% decrease in fertilizer affordability in MED-Amin countries in the last 12-14 months**), leading to lower fertilizer use [as reported in several countries](#). The impact on upcoming cereals yields and grains quality (e.g. compromising wheat protein content due to a limited application of N-fertilizers such as urea) is expected notable.

Fourthly, and while the impacts on food markets are difficult to gauge at this early stage, **lower food production could cause new upswings in food prices** and result in reduced food security, particularly for those population segments that spend a large share of their incomes on food and energy products.

Finally, given the fact that the root causes of the input price boom lie in the energy sector and hence outside the internal forces of agricultural supply and demand, the ability of food markets to self-correct could be seriously compromised. This could portend that **high food and input prices will likely remain a defining feature of agricultural markets**, at least until energy prices equilibrate at a lower price level.

FAO Food Index ↘

(FAO, 08/07)

The **FAO Cereal Price Index averaged 166.3 points in June, down 4.1% from May, but still 27.6% above its June 2021 value.** After reaching a near-record level in May, international wheat prices fell by 5.7% in June, but still up 48.5% vs LY. The decline in June was driven by seasonal availability from new harvests in the northern hemisphere, improved crop conditions in some major producers, including Canada, higher production prospects in Russia, and slower global import demand. Downward pressure stemming from seasonal availabilities in Argentina and Brazil, where maize harvests progressed quickly, and improved crop conditions in the US underpinned a 3.5% decline in world maize prices in June. Concerns over demand prospects amidst signs of an economic slowdown added to the downward pressure. Barley prices fell in June by 6.1%. Strong demand for Indica and basmati rice, coupled with thinning basmati availabilities, kept international rice prices on the rise in June.

UKRAINE

Ports blockage and crop fires

(Terre-net Media, 05/07; The Daily, 11/06)

Le blocus du port ukrainien d'Odessa, par les forces russes empêche l'exportation de céréales, un blocus engendrant des tensions sur les marchés et la sécurité alimentaire mondiale. Alors que la Russie contrôle environ 22% des terres agricoles ukrainiennes, les champs ukrainiens sont pris pour cible (mines, incendies).

SCOOPS

Pour plus de news sur les marchés céréalières, suivez le [Scoop.it MED-Amin !](#)

↳ www.scoop.it/t/med-amin

et le site web de MED -Amin :

↳ <http://www.med-amin.org>

Crop harvests for direct food use insufficient to meet the 2030 UN's food security goal

Ray, D.K., Sloat, L.L., Garcia, A.S. et al. *Nature Food* 3, 367–374 (2022).

Rising competition for crop usage presents policy challenges exacerbated by poor understanding of where crops are harvested for various uses. A team of researchers have created high-resolution maps that make possible to locate agricultural products according to their uses, as defined by the balance sheet method of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO): human food, animal feed, processing, export, industry, seeds and losses. They focused in particular on ten crops, representing 83%

of food calories and 63% of harvested areas worldwide: barley, cassava, maize, palm oil, rice, sorghum, soyabean, sugar cane, wheat and rape.

Several interesting conclusions can be drawn from an analysis of more than five decades of available data. First, the share of crops directly used for food declined from 51% to 37% between the 1960s and 2010. Secondly, their yields are generally lower than those of crops used for other purposes. Geographical analysis also identifies changes in the distribution of uses in almost all countries. In France, for example,

the reduction in agricultural production for animal feed has been offset by the growth of crops for processing, export and industrial use.

Comparing the 'extra' food calories that will be produced in 2030 to the needs required by population growth, more than a third (31) of countries in which people are undernourished today will not be able to meet the SDG2 on food security target, even if all the calories harvested are allocated to human food needs alone.

↳ Download the [article](#)

Jean-Louis Rastoin, *L'Institut Agro Montpellier, France, Policy Brief n°19 So What ?, mai 2022 .*

Depuis que la monnaie et les échanges marchands existent, on s'interroge sur le juste prix des biens et services. Aristote considérait que le juste prix résultait d'un commerce naturel qui permet à une communauté de subvenir à ses besoins fondamentaux. Par opposition à un commerce pratiqué dans le but de s'enrichir au-delà de ces besoins, caractérisé par des prix excessifs.

Au tournant des années 2000 s'est manifesté un intérêt des chercheurs et des professionnels pour la création d'une nouvelle branche de la comptabilité,

dont l'ambition est de mesurer les vrais coûts (True Cost Accounting). C'est dans le champ des systèmes alimentaires que les estimations des coûts cachés sont les plus anciennes et les plus complètes. Des études menées dans trois pays et au niveau mondial ont fourni les informations suivantes :

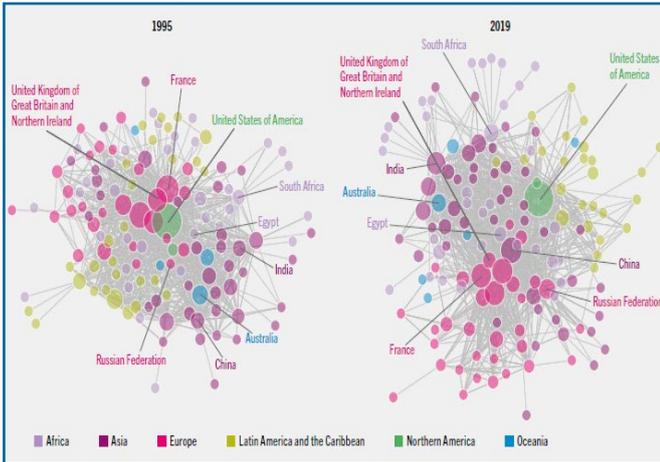
- Le prix de marché des produits alimentaires ne reflète qu'une part restreinte (entre le tiers et la moitié) de leur coût réel si l'on prend en compte les externalités négatives induites par leur élaboration, distribution et consommation.
- Ces impacts préjudiciables concernent la santé humaine (50 % des coûts cachés en moyenne),

l'environnement (30 %) et l'économie (20 %). Ces chiffres varient en raison de la diversité territoriale des systèmes alimentaires.

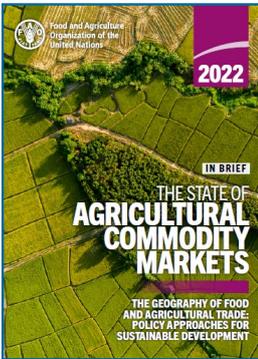
- L'intégration d'une partie de ces coûts dans le prix des produits alimentaires suppose l'adoption de politiques alimentaires intégrant un accès au droit à l'alimentation des personnes en situation de précarité.

A des degrés divers, les quatre études analysées émettent des recommandations pour diminuer les coûts cachés et s'approcher du juste prix.

↳ Lire [l'article ici](#).



The State of Agricultural Commodity Markets 2022: The geography of food and agricultural trade: Policy approaches for sustainable development (FAO, 2022)



Since its first edition in 2004, FAO flagship report *The State of Agricultural Commodity Markets* (SOCO), has addressed emerging developments, long-term trends and structural changes in food and agricultural markets. After the demonstration on how a robust and well-integrated global agrifood system could help countries withstand unprecedented challenges during the COVID-19

pandemic, the war in Ukraine is bringing more uncertainties on the global food security and nutrition.

SOCO 2022 examines multilateral and regional approaches to agricultural trade policy in terms of agrifood systems resilience, economic growth and environmental outcomes. Multilateral and regional trade integration can be mutually supportive in making food and agricultural trade an engine for growth. But when it comes to global challenges such as climate change, it is multilateral cooperation that will be effective with trade policies that help climate mitigation efforts to have global reach. Global challenges require global solutions.

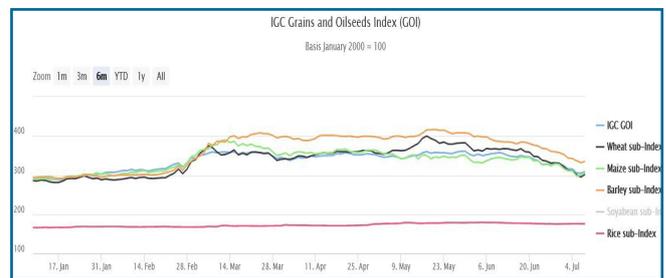
➔ Read the Brief of SOCO [report here](#).

Global Markets: What is the Trend?

	Global Index ¹ (7 Jul.)	From previous forecast (M/M)	From previous season (Y/Y)
Blé/Wheat	302 ↘	↔	▼
Maïs/Maize	305 ↘	▲	▼
Riz/Rice	176 ↔	↔	↔
Orge/Barley	335 ↘	n/a	▼

¹: Monthly average in USD, base 100=year 2000, ↗↘↔ vs last month (▲ : Easing ; ▼ : Tightening ; ↔ : Neutral, n/a : not applicable)

Sources : AMIS Outlook - <http://www.amis-outlook.org> and [International Grains Council](#) for the Barley (07/07/22) and the graph below.



Events



28-30
3rd World Conference on Mediterranean Diet (CIHEAM Bari, Italy)

The 3rd World Conference entitled "Change of Course Towards More Sustainable and Resilient Food Systems in Mediterranean Countries: the Mediterranean Diet as a Strategic Resource to Accelerate the Agenda 2030 in the Region".

➔ More information [website](#)

22-23
9th MED-Amin Meeting (CIHEAM Zaragoza, Spain)

In hybrid format, the 9th plenary meeting will gather decision-makers of the Mediterranean countries, international organizations and representatives of key operators of the grains market. Early Warning Systems and information required to tailor contingency measures vs food crisis will be at the center of the discussions.

➔ More information [website](#)



CIHEAM
International Center for Advanced
Mediterranean Agronomic Studies

MED-Amin

Coordination
CIHEAM Montpellier

➔ contact@med-amin.org

Site Web

➔ <http://www.med-amin.org>